

« TENDANCES DE L'ORIENT »

Échec israélo-saoudien pour briser le blocus de la Ghouta

par Pierre Khalaf

PARTENAIRES | BEYROUTH (LIBAN) | 2 DÉCEMBRE 2013

ENGLISH ITALIANO فارسی



Échec israélo-saoudien pour briser le blocus de la Ghouta

La dernière tentative désespérée de briser le blocus imposé depuis sept mois par l'Armée arabe syrienne à la Ghouta orientale, à l'est de Damas, est une opération montée de A à Z par les Saoudiens, les États-unis et les Israéliens.

L'offensive a été lancée le vendredi 22 novembre par des milliers de mercenaires syriens et étrangers, venus en grande partie de Jordanie. Leur objectif était de reprendre la localité stratégique de Oteiba, située à 30 kilomètres au sud-est de la capitale, et qui abritait le quartier général des rebelles armés pour la province de Damas.

Selon diverses sources d'informations, le plan de l'offensive a été préparé par une chambre d'opération commune saoudo-israélo-

américaine, installée en Jordanie, où les mercenaires ont été formés par des instructeurs de la CIA et financés par les pétrodollars saoudiens. La colonne a ensuite pénétré en Syrie en empruntant des routes désertiques grâce à des photos-satellite. À l'approche de la colonne de la Ghouta orientale, les Israéliens ont lancé une vaste opération de brouillage des télécommunications des troupes de l'Armée arabe syrienne, qui défendent la région. Les unités de l'armée se sont retrouvées ainsi coupées de leur commandement et les contacts entre elles étaient également très perturbés. C'est alors que les mercenaires ont lancé leur attaque, alors que simultanément les rebelles encerclés à l'intérieur de la Ghouta ont tenté une sortie.

En tout, quelque 5 000 hommes se sont jetés sur les positions de l'Armée arabe syrienne pour tenter de briser le blocus de la Ghouta orientale. Malgré leur nombre, l'armement lourd fourni par leur opérateur saoudien et le soutien logistique apporté par les Israéliens, les rebelles n'ont pris que quelques positions et check-points de l'armée dans cinq ou six villages, au prix de plus de 300 morts, dont près du tiers ne sont pas de nationalité syrienne.

Après avoir stabilisé la ligne de front, l'armée régulière syrienne et l'Armée de défense nationale ont lancé une contre-offensive pour reprendre le terrain perdu et empêcher les mercenaires de consolider leurs positions dans les régions où ils ont pénétré. Malgré deux autres offensives lancées en début de semaine, les rebelles n'ont pas réussi à améliorer leur situation.

Les experts de tous bords confirment l'échec de cette « offensive israélo-saoudienne », dont l'objectif militaire était de reprendre la localité de Oteiba. Au niveau politique, cette attaque est une tentative désespérée des Saoudiens d'améliorer la position inconfortable de leurs agents et collaborateurs qui représenteront ladite opposition syrienne à la conférence de Genève 2, le 22 janvier 2014.

Selon des sources bien informées, les États-Unis ont accordé un délai de deux mois aux Saoudiens pour qu'ils tentent, une énième fois, de modifier les rapports de force sur le terrain. Hystériques, les Saoudiens ne cachent plus leur participation directe à la guerre contre la Syrie. Des sources fiables affirment que les extrémistes saoudiens combattants dans les rangs des rebelles s'élèvent à

plusieurs milliers. Beaucoup sont des militants d'Al-Qaïda qui étaient emprisonnés en Arabie saoudite et qui ont été libérés sous la condition qu'ils iraient se battre en Syrie pour « établir le califat islamique ». Ces mêmes sources estiment à 300 le nombre de Saoudiens tués dans les rangs des rebelles, alors que des dizaines d'autres ont été capturés par l'Armée arabe syrienne.

De nombreux Saoudiens ont également été tués, ces deux dernières semaines, lors des combats dans la région du Qalamoun, à la frontière avec le Liban, où l'Armée arabe syrienne a pris les villes de Qara et Deir Attiya, ainsi qu'une grande partie de la ville de Nabak. Parmi les morts saoudiens figurent le dénommé Mutlak al-Mutlak, le fils d'un officier de la garde royale saoudienne.

Déclarations et prises de positions

Béchara Raï, patriarche maronite

« Les informations sur ma prétendue démission sont des rumeurs mensongères. Il est inacceptable que les médias libanais deviennent une plate-forme de mensonges. Les cardinaux du Vatican ont été gênés par cette rumeur et je leur ai présenté mes excuses. Le Liban ne peut être qu'un pays neutre. Notre pays perdrait de sa valeur s'il perdait son ouverture à tous les peuples du monde. Je suis favorable à tout rapprochement entre les différents pays, parce que cela protégerait les petites nations. Nous espérons que les réunions tenues à Genève autour du dossier nucléaire iranien soient élargies pour englober toutes les nations. Je n'ai pas été invité en Iran. Je visiterai pourtant ce pays si j'y étais invité. »

Cheikh Naïm Kassem, secrétaire général adjoint du Hezbollah

« Les takfiristes sont responsables de l'attentat contre l'ambassade de la République islamique dans le but de frapper la tête de l'axe de la Résistance et d'empêcher la mise en place d'un axe régional soudé face au projet américano-israélien. Le principal ennemi est Israël et le projet américano-israélien takfiriste. »

Hassan Fadlallah, député du Hezbollah

« Le 14-Mars doit se départir de la mentalité qui consiste à miser sur des changements à l'échelle régionale. Ce sur quoi nous pouvons nous entendre aujourd'hui est de loin préférable à ce qu'ils pourraient obtenir à l'avenir d'un quelconque accord. Le 14-Mars ne peut pas former un gouvernement en dehors de constantes nationales. L'accord conclu à Genève entre l'Iran et les Grandes puissances constitue une véritable victoire iranienne et un important tournant au niveau international qui aura des retombées sur la région et le Liban. »

Fayez Ghosn, ministre libanais de la Défense

« Le terrorisme a commencé à noyauter le Liban. Il est nécessaire de trouver une solution politique à la crise syrienne, qui est clairement devenue une guerre contre le terrorisme. Nous sommes inquiets de la propagation de la pensée takfiriste qui a pour objectif de porter atteinte à l'État libanais et à ses institutions, d'autant que les takfiristes ne reconnaissent pas le concept de l'État et œuvrent pour la mise en place d'un agenda bien particulier dans lequel l'État n'a pas sa place. Le Liban, son État et son peuple, toutes communautés confondues, refusent unanimement cette pensée qui œuvre à l'élimination des autres. La dernière explosion contre l'ambassade d'Iran montre que la scène libanaise est désormais ouverte au terrorisme organisé par des parties qui cherchent à saper l'État et à provoquer la discorde entre les Libanais. »

Amine Gemayel, président du Parti Kataëb

« Le partage du Liban était impossible dans le passé et le sera à l'avenir. Les mini-États étaient aussi refusés et le seront dans l'avenir. On se demande dans ce contexte pourquoi le Hezbollah hausse le ton contre ses partenaires dans la nation. Pourquoi ce parti propose-t-il un style de vie différent même de celui des chiites. Nous avons convenu que les armes du Hezbollah appuient l'État et non qu'elles soient au service de régimes étrangers, aux dépens du Liban, de ses intérêts et de la sécurité de son peuple. Le Hezbollah, par ses dernières positions, se place devant des périls que le Liban, ni le parti lui-même ne pouvaient supporter. »

Événements

- Les affrontements violents ont repris samedi à Tripoli entre les quartiers rivaux de Bab el-Tebbané et Jabal Mohsen. Des échanges de tirs nourris étaient signalés entre les deux quartiers. L'armée, déployée en force, ripostait à l'origine des tirs. Des balles perdues ont atteint la rue Azmi, artère très fréquentée de Tripoli, selon l'Agence nationale d'information (ANI, officielle). Au moins 14 personnes ont été tuées et une trentaine d'autres blessées dans les combats.

- Le quotidien *Al-Jouhouria* rapporte des informations sur une campagne de recrutement inédite dans le camp d'Aïn el-Héloué, où 70 membres des mouvements takfiristes sont entrés voici une semaine. Selon les mêmes informations, l'ancien chanteur Fadel Chaker se trouverait dans le camp alors que cheikh Ahmad el-Assir l'a quitté il y a un mois environ pour se rendre dans la région syrienne frontalière de Qalamoun.

- Le quotidien *Al-Akhar* rapporte que le milliardaire mexicain d'origine libanaise, Carlos Slim, a rencontré jeudi un groupe d'éminents hommes d'affaires israéliens, ainsi que le chef d'État d'Israël, en déplacement au Mexique. Durant cette rencontre, Slim a exprimé un grand intérêt au sujet des investissements en Israël.

- Citant un rapport publié par le ministère turc de l'Intérieur, le quotidien *Zaman* indique que quelque 500 citoyens turcs ont franchi la frontière qui sépare leur pays de la Syrie pour combattre le régime du président Bachar al-Assad dans les rangs des groupes rebelles extrémistes du Front al-Nosra et de l'État islamique en Irak et au Levant (EIL), proches d'Al-Qaïda. « Certains ont reçu un entraînement dans des camps d'Al-Qaïda en Afghanistan et au Pakistan », ajoute ce rapport. Le ministère a également recensé la mort de 13 Turcs combattant pour le Front al-Nosra et de 75 autres citoyens turcs en Syrie.

- La commission libano-iranienne a clôturé ses activités, qui se sont tenues sur une période de deux jours à Beyrouth. À cette occasion, l'ambassadeur iranien, Ghadanfar Rokon Abadi, à la tête d'une délégation, s'est réuni avec le ministre de l'Énergie et de

l'Eau, Gebran Bassil. « Deux projets sont en cours, les résultats seront très prochainement tangibles », a indiqué M. Bassil, qui a reconnu que l'exécution de ces projets a été ralentie « en raison des sanctions internationales à l'encontre de l'Iran » et du retard pris « ou provoqué » par les parties libanaises. Le premier projet concerne l'acheminement de l'électricité à partir d'Iran, « à des prix préférentiels » pour le Liban, tandis que le second porte sur la construction de barrages hydrauliques. Ce projet d'envergure, financé par l'Iran, devrait être réalisé localement par une entreprise iranienne sélectionnée par le biais d'un appel d'offres. Un mémorandum d'entente a été signé en 2012 à Téhéran, prévoyant que l'Iran fournisse de l'électricité au Liban, à la Syrie et à l'Irak —à hauteur de 1000 mégawatts pour l'Irak et entre 200 et 300 mégawatts pour la Syrie et le Liban—.

Revue de presse

As-Safir (Quotidien libanais proche du 8-Mars)

(29 novembre 2013)

Pas une délégation étrangère ne vient au Liban sans que dossier du pétrole et du gaz ne figure en bonne place sur l'ordre de jour des entretiens avec les dirigeants libanais. Le 9 novembre, le secrétaire d'État adjoint à l'Énergie, Amos Hochstein, est venue à Beyrouth pour tenter de trouver une solution médiane entre le Liban et Israël portant sur la zone maritime qui fait l'objet d'un contentieux entre les deux pays. Selon des sources libanaises informées, le responsable états-unien aurait proposé de tracer une ligne bleue maritime non définitive tout en suggérant que la zone controversée, située des deux côtés de cette ligne, ne soit pas concernée par les forages en attendant sa délimitation définitive. Le processus d'exploration pourrait alors débuter dans les autres zones dans le cadre de l'entente sur cette ligne bleue, approuvée par les deux parties. Le Liban a proposé à Amos Hochstein que les Nations unies tracent une ligne maritime temporaire et délimitent la zone qui sera exclue de l'exploration pétrolière, appelée « zone de partage », jusqu'à ce qu'une ligne définitive soit établie. Mais le

responsable US n'y aurait pas été favorable, selon ces sources.

Najib Mikati a confirmé l'existence d'une nouvelle proposition états-unienne, qu'il a qualifiée de « raisonnable » tout en précisant qu'il fallait engager « une concertation avec les présidents de la République Michel Sleiman et de la Chambre Nabih Berry ainsi qu'avec le ministre Gebrane Bassil. »

As-Safir (29 novembre 2013)

Imad Marmal

Le commandement iranien a le sentiment d'avoir réussi un exploit et est persuadé que l'accord conclu avec les Grandes puissances ouvrira la voie à un « printemps nucléaire ». L'Iran, qui se retrouve désormais en position de force, prendra-t-il l'initiative de s'ouvrir sur les pays du Golfe sans courir le risque d'être accusé de faiblesse ou d'être mal compris. Au sujet de la relation irano-saoudienne, le président de la Chambre Nabih Berry est persuadé que seul le dialogue entre les deux pays sera en mesure d'endiguer la tension confessionnelle au Liban et dans la région, et un tel dialogue est une condition indispensable à l'élaboration d'une solution politique à la crise syrienne.

An-Nahar (Quotidien libanais proche du 14-Mars)

Sabine Oueiss (28 novembre 2013)

Selon plusieurs observateurs, le délai de deux mois nous séparant de la tenue de Genève 2, prévue le 22 janvier, pourrait ne pas être suffisant pour désamorcer les mines disséminées sur le chemin conduisant au succès de la conférence, mais être susceptible de créer un climat permettant de digérer l'accord sur le nucléaire et de paver la voie à un compromis pour les États de la région. Lorsque cette conférence se tiendra, deux mois se seront déjà écoulés depuis le début de la mise en œuvre de l'accord intérimaire. Une telle période permettrait de savoir jusqu'à quel point les parties sont sérieuses dans leur engagement en faveur de sa mise en œuvre, dressant ainsi la feuille de route que ce compromis international suivra au sujet des dossiers régionaux dont la conférence Genève 2 constitue une partie intégrante.

Le paysage politique sera de ce fait tributaire des trois points suivants :

► 1. Tester les intentions de l'Iran quant à son engagement en

faveur du respect de l'accord intérimaire ;

- ▶ 2. Lever le voile sur les éventuelles clauses de l'accord n'ayant pas trait au dossier nucléaire, notamment celles concernant les ententes irano-américaines sur le rôle de l'Iran dans la région, plus particulièrement en Syrie et au Liban ;
- ▶ 3. Au vu des démarches visant à contenir la réaction de l'Arabie saoudite de sorte à permettre à la monarchie de faire partie du compromis, via un minimum de concessions, censées aller de pair avec celles qu'aura faites l'Iran sur le dossier nucléaire.

Des sources politiques informées indiquent qu'aucune répercussion positive sur le Liban n'est prévue, du moins pour le moment. Il n'a toujours pas été précisé si l'entente irano-occidentale comprend également des clauses relatives au Liban, notamment au Hezbollah et à son rôle en Syrie. À en croire les mêmes sources, aussi longtemps que l'Arabie saoudite n'a pas donné un signal sérieux en faveur de l'accord intérimaire, la scène libanaise restera prise en otage par le surplace qui pourrait être de longue durée et qui pourrait se prolonger jusqu'au-delà des délais constitutionnels, notamment l'échéance présidentielle. Les sources expriment leur scepticisme quant à la capacité du Liban à investir l'accord irano-occidental sur l'échiquier libanais. Les données qui ont plongé le Liban dans un climat de crise politique et qui ont provoqué le blocage des institutions n'ont pas changé. L'heure de la tenue de la conférence Genève libanaise n'a pas encore sonné, car elle est tributaire de la conférence de Genève relative à la Syrie et de la mise en œuvre de l'accord intérimaire conclu à Genève concernant le dossier iranien. Par conséquent, beaucoup de temps sera perdu et le vide s'emparera des institutions constitutionnelles, charriant dans son sillage le statut de la Magistrature suprême. La situation au Liban dépend surtout de l'entente irano-saoudienne. Une fois scellée, les échéances en suspens ne seront qu'un détail.

An-Nahar (28 novembre 2013)

De retour de Téhéran, le président du Parlement, Nabih Berry, a déclaré qu'il n'avait entrepris aucune médiation entre l'Iran et l'Arabie saoudite, précisant que personne ne l'avait sollicité pour cela. « Mais si on me le demande, je n'hésiterai pas à faire tout ce qui peut servir les relations entre les deux pays, en prenant en

considération l'intérêt du Liban », a-t-il déclaré.

Le chef du Législatif a ajouté qu'il continuera à faire tout ce qui est en son pouvoir « pour sortir de nos crises internes ». « Je suis entièrement disposé à entreprendre tout ce qui est susceptible de servir mon pays et, naturellement, l'ouverture de canaux de communication et de coopération entre l'Arabie saoudite et l'Iran a des répercussions positives sur le Liban et facilite la solution des problèmes de notre pays », a encore dit M. Berry. Le président du Parlement a exprimé sa satisfaction des résultats de sa visite à Téhéran, qu'il a qualifiée de « réussie ». « La politique du commandement iranien se caractérise par la sagesse et il sait ce qu'il veut et ce qui sert les intérêts de son peuple et des Etats de la région », a-t-il conclu.

Al-Akhbar (Quotidien libanais proche du 8-Mars)

(29 novembre 2013)

Le prince saoudien Al-Walid Ben Talal Ben Abdel Aziz a déclaré que « l'Arabie saoudite, les Arabes et les musulmans sunnites approuvent une attaque israélienne contre l'Iran pour détruire son programme nucléaire », précisant que « les sunnites appuieraient une telle attaque car ils sont hostiles aux chiites et à l'Iran ».

Dans une interview accordée à la chaîne de télévision économique états-unienne Bloomberg, le prince Al-Walid a indiqué que « l'Arabie saoudite, les Arabes et les musulmans sunnites n'affirment pas ce soutien publiquement mais ils l'expriment lors de rencontres secrètes », insistant sur le fait que « les Arabes estiment que le danger auquel ils sont confrontés vient de l'Iran et non pas d'Israël ».

Le prince saoudien a lancé des critiques acerbes contre le président Barak Obama, qu'il a qualifié de « marionnette entre les mains de l'Iran à un tel point qu'il fait honte au Premier ministre israélien Benyamin Netanyahu ». Selon le journaliste US qui a recueilli l'interview, Jeffrey Goldberg, le prince Al-Walid aurait déclaré : « Nous et les Israéliens sommes concernés pas cette question et sommes inquiets. Les dirigeants d'Israël et d'Arabie saoudite s'inquiètent du fait qu'Obama prend de plus en plus le parti de l'Iran. Le président états-unien n'a besoin que de quelques semaines pour permettre à Téhéran de fabriquer la bombe

atomique. L'Iran va profiter de ses négociations avec les grandes puissances pour obtenir une levée partielle des sanctions sans qu'elle ne s'engage à mettre un terme à son programme nucléaire ».

Al-Walid Ben Talal a estimé que Barak Obama est confronté à « un grave problème politique et il a besoin d'une victoire quelconque pour redresser sa présidence. Il faut que les pressions exercées sur lui se poursuivent ».

Le prince s'est moqué de l'appel téléphonique qui a eu lieu entre Obama et son homologue iranien Hassan Rouhani, affirmant qu'« il ne vaut rien ».

Au sujet de la Syrie, Al-Walid Ben Talal a déclaré : « Vous pensez qu'il n'y a plus d'armes chimiques en Syrie ? Celui qui en a fabriqué la première fois peut en fabriquer encore ».

Il a par ailleurs conseillé à Israël de faciliter le processus de paix avec les Palestiniens « car cela nous aidera à isoler l'Iran et à affaiblir le Hezbollah ».

Al-Akhbar (29 novembre 2013)

Hiyam Kosseify

Des gestes d'ouverture ont été faits par les diplomates occidentaux au Liban à l'égard du Hezbollah. L'Ambassadeur des États-Unis, David Hale, a souligné dans son discours du 23 octobre dernier, prononcé lors de la commémoration de l'attentat perpétré contre le bâtiment des Marines au Liban, le rôle du Hezbollah dans le ciblage des soldats US venus pour « instaurer la paix à Beyrouth en 1983 ». Le diplomate a réaffirmé que son pays continue de surveiller les activités terroristes de l'Iran et de ses agents, dont le Hezbollah. Mais des informations et des lectures recoupées disent que le discours états-unien ne reflète pas complètement ce qui est en train de se passer en réalité et que la diplomatie occidentale avance au rythme des négociations irano-occidentales et de la vision de Washington à l'égard du rôle pivot de l'Iran au Moyen-Orient, ce qui pourrait déboucher *in fine* sur une normalisation des relations américano-occidentales avec le Hezbollah.

Quoique l'inscription par l'Union européenne de l'aile militaire du Hezbollah sur la liste des organisations terroristes ait été favorablement accueillie par les sphères hostiles au Hezbollah, la

ournée de la Chef de la délégation de l'UE, Angelina Eichhorst, auprès des ministres du parti et du responsable des relations extérieures, a exprimé les craintes européennes concernant la sécurité des forces de la Finul déployées au sud, envoyant ainsi des signaux laissant entendre la volonté de l'UE de reprendre contact sur le plan politique avec le Hezbollah, en tenant son aile militaire à l'écart des relations bilatérales.

L'Ambassadeur états-unien au Liban a rompu avec la ligne suivie par ses prédécesseurs en engageant des démarches d'ouverture à l'égard des formations chrétiennes ne faisant pas partie des alliés des États-Unis au Liban, selon les termes de l'ambassadeur, et vis-à-vis de personnalités connues pour leur proximité avec le Hezbollah.

Concernant la position de la France, l'activité diplomatique française s'est accélérée en direction du Hezbollah et prend tantôt la forme de propositions en faveur de la tenue de conférences de dialogue en France —des propositions étouffées dans l'œuf—, tantôt d'invitations personnelles adressées à des interlocuteurs à se rendre en France, dans le cadre de visites de travail ou de conférences.

Concernant la position britannique, certaines personnalités libanaises ont ressenti la tendance de la Grande-Bretagne en faveur d'un dialogue public avec le Hezbollah.

Il est tout naturel que des questions soient posées à l'étape actuelle concernant les changements qui surviendront au niveau de la position des États qui ont été aux côtés du Liban, de sa souveraineté et du 14-Mars depuis 2005 jusqu'aujourd'hui. Toutefois, c'est la diplomatie elle-même qui s'est tenue aux côtés du gouvernement de Najib Mikati après l'éjection de Saad Hariri par le Hezbollah du Grand Sérail, invoquant le soutien aux institutions constitutionnelles et non aux individus. C'est cette même diplomatie qui arrondit les angles lorsqu'elle évoque les éventualités mises en avant concernant le Liban dans le sillage des changements régionaux. Le dialogue avec le Hezbollah sera-t-il conditionné par le retrait des combattants du parti de Syrie ou se déroulera-t-il au rythme des actions militaires ? L'entente irano-américaine porte-t-elle également sur le rôle du Hezbollah dans l'instauration de la stabilité dans la région.

Al-Akhbar (28 novembre 2013)

Ibrahim al-Amin

Le directeur général de la Sûreté générale, Abbas Ibrahim, chargé du dossier des ex-otages libanais d'Aazaz, a transmis au commandement du Hezbollah le souhait du Qatar de rétablir le contact. Le parti a réagi avec flexibilité à cette demande. Ce contact a commencé sous forme d'entretiens téléphoniques entre deux hommes qui restent dans l'ombre, le premier à Doha, l'autre à Haret Hreik, avant de donner lieu à la visite d'un émissaire qatari à Beyrouth. Cet émissaire a émis le vœu de rencontrer des responsables du Hezbollah. Dès que la réponse positive du parti lui a été communiquée, il est venu en toute hâte à Beyrouth, et est descendu à l'hôtel Phoenicia. Il a affirmé être porteur d'un message de l'émir Tamim Ben Hamad Al Thani à sayyed Hassan Nasrallah et vouloir le lui remettre en personne. La rencontre a effectivement eu lieu. L'émissaire en a gardé l'impression qu'il pouvait commencer à œuvrer dans une direction qui devrait mener au rétablissement de la relation avec le Hezbollah. Le Qatar a souhaité que le Hezbollah joue un rôle direct dans le dégel de la relation avec Damas. Un contact cordial a eu lieu par la suite entre les responsables des deux pays, mais selon un dirigeant syrien, les conditions ne sont pas encore réunies pour permettre la visite d'un responsable qatari à Damas en vue d'un entretien avec le président Bachar al-Assad.

Al-Akhbar (27 novembre 2013)

Le président de la République, Michel Sleiman, s'apprête à terminer « son tour du monde » avant la fin de son mandat. Il a presque visité tous les pays de la planète. Mais son dernier déplacement en Arabie saoudite reste le plus « important » sur le plan du contenu. C'est aussi le plus embarrassant pour le chef d'État, qui a été incapable de prononcer un seul mot de protestation contre le fait d'être contraint de s'asseoir près de l'ancien Premier ministre, Saad Hariri, dans le salon du roi Abdallah.

Ce n'était pas là la seule « surprise » réservée au président Sleiman. Lors de la rencontre avec le monarque, ce dernier a été extrêmement négatif dans les quelques mots qu'il a prononcés, selon des personnes qui ont assisté à la discussion. M. Sleiman a

répété le discours habituel du Liban sur « le rôle positif de l'Arabie saoudite dans la préservation du Liban et de sa stabilité sécuritaire et économique ». Il a expliqué au roi que le pays du cèdre avait perdu 7 milliards de dollars à cause de la guerre en Syrie, ajoutant que les événements de Tripoli peuvent dégénérer, pour constituer un danger pour la sécurité de tout le Liban.

Il s'attendait à une passe de la part du roi lui permettant d'aborder la question de la formation du gouvernement. Mais Abdallah a « choqué » Sleiman en prononçant une phrase qui résume l'ensemble de la politique saoudienne à l'égard de ce qui se passe au Liban et en Syrie. « Vous devez envoyer l'armée pour empêcher le Hezbollah d'intervenir en Syrie », a-t-il dit.

Le président de la République a balbutié, ne sachant pas quoi répondre. Il a été secouru par Saad Hariri, qui a réalisé l'embarras du chef d'État, et a prononcé une allocution relativement longue, demandant à Abdallah à plusieurs reprises l'autorisation de prendre la parole, afin que ses propos ne soient pas interprétés comme une réponse à son roi. M. Hariri a déclaré que le président Sleiman faisait ce qu'il pouvait pour respecter la politique de distanciation, assurant que s'il pouvait empêcher le Hezbollah de s'impliquer en Syrie, il l'aurait fait. Il a évoqué les fragiles équilibres libanais qui empêchent l'armée de s'opposer au Hezbollah.

Le roi des Saoud n'a pas répondu à Saad Hariri. Au milieu de cette ambiance négative, M. Sleiman n'a trouvé aucune porte ouverte par laquelle s'engouffrer pour aborder la question gouvernementale. Les Saoudiens veulent que l'Armée libanaise combatte le Hezbollah, est-il possible dans un tel contexte d'évoquer un gouvernement dans lequel ce parti serait représenté ?

Lors de ses autres rencontres, M. Sleiman n'a pas évoqué des sujets politiques. Avec le ministre de l'Intérieur, Mohammad Ben Nayef, il a discuté du dossier des réfugiés syriens. Avec le chef de la Garde nationale, Metheb Ben Abdallah, il a examiné les besoins de l'Armée libanaise. Les Saoudiens ont fait beaucoup de promesses, mais Sleiman est rentré déçu de ce voyage. Le message qu'il a compris c'est que le Liban restera un violent champ de bataille pour les mois à venir.

Ad-Diyar (Quotidien proche du 8-Mars)

(27 novembre 2013)

Une délégation du Hezbollah comprenant les députés Ali Fayad et Nawar Sahili et le responsable des relations extérieures du parti Ammar Moussaoui, a été invitée par l'ambassadeur de France, Patrice Paoli, à un dîner au siège de la chancellerie. La discussion a porté sur les derniers développements politiques au Liban et dans la région. Ce dîner a été organisé à la suite de contacts entre des diplomates français en poste à Beyrouth et le Hezbollah et intervient alors que le ministère français des Affaires étrangères envisage de réunir les protagonistes libanais autour d'une table dans le cadre d'une conférence semblable à la rencontre de La Celle-Saint-Cloud. Le ministre de la Réforme administrative, Mohammad Fneich, s'est pour sa part entretenu avec la cheffe de la délégation de l'Union européenne au Liban, Angelina Eichhorst, de la relation entre le Hezbollah et l'UE. D'autres pays européens, qui souhaiteraient obtenir des détails sur les réseaux terroristes et leur infiltration au Liban sont aussi entrés en contact avec le Hezbollah.

Al-Joumhouria (Quotidien proche du 14-Mars)

(25 novembre 2013)

Lors de la rencontre avec les représentants des partis membres de la coalition du 8-Mars la semaine dernière, le président Syrien, Bachar al-Assad, a réaffirmé que pour Damas "ce qui se passe aujourd'hui est une guerre contre le terrorisme et la Syrie est à l'avant-garde de la campagne mondiale contre ce fléau".

Le chef d'Etat syrien a ajouté que ses troupes étaient capables d'écraser les groupes armés en l'espace de deux mois si le soutien et le financement qu'ils reçoivent de la part d'Etat régionaux cessaient".

Selon ses visiteurs, le président Assad a révélé qu'« une armée d'au moins 20 000 hommes est en train d'être préparée en Jordanie sous une supervision régionale et internationale ». « Des groupes de cette armée pourraient attaquer Daraa et tenter d'avancer afin de compenser les pertes et les revers subis par les terroristes dans la province de Damas pour essayer d'encercler à nouveau la capitale, a encore dit le président Assad. Leur objectif serait de riposter à la progression de l'armée dans le Qalamoun et à Alep. Le

commandement syrien prend très au sérieux ces informations et s'apprêtent à y faire face ».

Les participants à la rencontre ont décrit Bachar al-Assad comme « très conscient de l'ampleur des défis et des dangers auxquels la Syrie et la région demeurent confrontées, mais il connaît aussi les atouts et les cartes dont il dispose ». « Il connaît bien ses dossiers et fait preuve de réalisme, il n'exagère pas les faits et ne se berce pas d'illusions », a conclu cette source.

Al-Hayat (Quotidien à capitaux saoudiens, 29 novembre 2013)

Randa Takieddine, Paris

Des sources françaises informées des discussions de Najib Mikati avec les responsables français il y a deux jours, ont indiqué que le Premier ministre démissionnaire a demandé à la France de convaincre le 14-Mars d'approuver la formation d'un gouvernement sur la base de la formule 6-9-9, proposée par le Hezbollah, en raison de sa crainte quant à la poursuite du blocage au Liban en l'absence de gouvernement et afin de parer à un éventuel vide à la présidence de la République. Le 14-Mars a rejeté cette formule et l'ancien Premier ministre Saad Hariri a déclaré que son camp ne participera pas à un gouvernement au sein duquel siègera le Hezbollah, aussi longtemps que ce dernier combattra en Syrie. Les mêmes sources ajoutent que M. Mikati a sollicité l'aide de la France en faveur de plus de soutien au Liban de la part du Groupe international mis en place pour soutenir le pays notamment sur le dossier de l'accueil des réfugiés syriens. Selon les mêmes sources, la France envisagerait de tenir une autre réunion de ce Groupe international, qui devrait avoir lieu à Paris.

L'Orient-Le Jour (Quotidien libanais francophone proche du 14-Mars)

(29 novembre 2013)

Les commissions parlementaires des Affaires étrangères et des Télécommunications ont tenu hier à l'hémicycle une réunion conjointe en présence de plusieurs ambassadeurs au sujet des écoutes israéliennes au Liban. Trois ministres du gouvernement démissionnaire, Adnane Mansour, Nicolas Sehnaoui et Walid Daouk, ont participé à la réunion, ainsi que 27 ambassadeurs, représentant quatre des cinq pays membres permanents du Conseil de sécurité

ainsi que les pays ayant des contingents au sein de la Finul, en plus de l'ambassadeur de l'Union européenne, du représentant du secrétaire général de l'Onu et d'une équipe d'experts techniques en matière de télécommunications.

Au cours de la réunion qui a duré une heure, un film sur les installations israéliennes à la frontière libanaise a été diffusé, avec des commentaires et des explications sur les technologies utilisées par les Israéliens pour écouter tous ceux qui se trouvent sur le territoire libanais, qu'ils soient libanais ou étrangers. Le président de la commission des Télécommunications Hassan Fadlallah s'est adressé ensuite à la presse, précisant qu'Israël écoute tout au Liban, les téléphones fixes et les portables, et surveille l'Internet, tout comme il a accès aux ondes utilisées par la Finul. M. Fadlallah a encore affirmé que l'objectif de cette réunion « est d'informer les diplomates en poste au Liban de la nouvelle agression israélienne, qui viole la souveraineté libanaise ainsi que toutes les chartes et les accords internationaux », que le ministre des Affaires étrangères a d'ailleurs exposés. Le député a ajouté que l'idée principale est de mettre à contribution ces diplomates pour qu'ils aident le Liban auprès des instances internationales dans ce dossier précis, « d'autant que leurs pays ont aussi été victimes des écoutes effectuées par les États-Unis ». M. Fadlallah a estimé que l'État libanais a de nombreux moyens qu'il doit utiliser. « La résistance, a-t-il déclaré, a aussi les moyens de défendre le Liban. Sayyed Nasrallah l'a déclaré. Mais ce dossier est entre les mains de l'État. » En réponse à une autre question sur l'absence de l'ambassadeur des États-Unis, le député a lancé : « Il connaît probablement toutes ces informations, en raison de la relation étroite entre les États-Unis et l'entité sioniste. »

De son côté, le ministre Adnane Mansour a déclaré que le Liban « ne peut pas se taire face à une telle agression et l'objectif de cette réunion est d'informer les diplomates de la menace que représente cet espionnage israélien sur l'ensemble du territoire libanais ».

Nezavissimaïa gazeta (Quotidien russe, 29 novembre 2013)

L'Iran a décidé de rétablir le contact avec ses voisins arabes. La semaine prochaine le ministre iranien des Affaires étrangères Javad

Zarif se rendra au Koweït et à Oman, pendant que son homologue des Émirats arabes unis visitera Téhéran. Le ministre turc des Affaires étrangères Ahmet Davutoğlu s'est récemment rendu en Iran. Il a fait une déclaration conjointe avec son homologue iranien sur le règlement du conflit syrien en appelant à cesser le feu avant le 22 janvier.

En dépit du rapport de forces évident dans le conflit syrien, la chaîne états-unienne CNN a décidé hier de semer la confusion chez les téléspectateurs. Elle a sciemment coupé au montage les passages de l'interview de Vitali Tchourkine, ambassadeur russe à l'Onu, où le diplomate expliquait les obstacles à l'activité humanitaire causés par l'opposition et le caractère inadmissible des conditions préalables imposées pour participer à Genève-2.

De plus, la chaîne a censuré son appel à prendre en compte la volonté des Syriens, qui soutiennent majoritairement el-Assad. Cette version « rédigée » de l'interview a été diffusée mardi. Vitali Tchourkine regrette que les sujets les plus sensibles soient restés hors cadre. Tous les autres ont été surpris par le coup tactique de CNN.

The Guardian (Quotidien britannique, 28 novembre 2013)

Jeremy Shapiro, Samuel Charap

Dans la foulée de l'accord de Genève entre le Groupe 5+1 et l'Iran, l'annonce lundi que la conférence de paix pour la Syrie —la dite conférence de Genève 2— se tiendra le 22 janvier est une bonne nouvelle. Mais même si toutes les parties viennent effectivement à la réunion, il y a un doute quant à savoir si un règlement politique de la crise est possible à ce stade. Pour augmenter les chances de succès, les États-Unis et la Russie devraient œuvrer à un cessez-le feu avec les sponsors régionaux des parties en conflit.

Le conflit en Syrie n'est plus une lutte interne. Il est devenu une guerre régionale par procuration, principalement entre l'Arabie saoudite et l'Iran, mais avec des rôles importants joués par le Qatar, la Turquie et l'Irak. Ces acteurs externes attisent les flammes du conflit et dissuadent leurs alliés syriens de s'engager dans Genève 2.

Jusqu'à présent, le rôle des acteurs régionaux en Syrie et la lutte qui les oppose n'ont pas été explicitement abordé.

Le but de la conférence de Genève est de faciliter la résolution politique de la guerre en Syrie en poussant ces acteurs régionaux à mettre un terme à leur soutien aux belligérants. L'objectif est d'aboutir à un cessez-le-feu.

Les États-Unis et la Russie pourraient commencer par convaincre les acteurs-clés régionaux à travailler ensemble sur la question de l'aide humanitaire et utiliser ce point pour discuter ensuite du conflit et de l'avenir de la Syrie. Le fait même d'installer les Saoudiens et les Iraniens autour d'une même table pour discuter de la Syrie serait une percée majeure, mais une fois qu'ils sont là, Washington et Moscou devrait les pousser à une véritable désescalade. La clé sera de convaincre toutes les parties qu'elles ont peu d'espoir de réaliser leurs objectifs, puis de trouver une formule qui puisse prendre en compte les intérêts de tous les protagonistes.

Malgré les nombreuses difficultés, il y a des raisons de penser qu'un tel accord est possible. L'Iran pourrait accepter un règlement qui préserverait ses intérêts fondamentaux, assurant une continuité géographique avec le Hezbollah et le Liban et empêchant que Damas ne soit contrôlé par un gouvernement fantoche au service d'une autre puissance.

Pendant ce temps, les Saoudiens sont confrontés à la menace croissante d'une Syrie qui devient un terrain fertile d'un extrémisme lié à Al-Qaïda, qui pourrait éventuellement menacer leur propre régime. Leur chance de remporter une victoire en Syrie devient de plus en plus incertaine, car le régime Assad continue de démontrer sa capacité de résistance. Autrement dit, les Saoudiens n'ont pas la capacité de gagner une longue guerre par procuration contre l'Iran. Par conséquent, ils pourraient obtenir des avantages d'un accord de partage du pouvoir à Damas, qui leur donnerait une certaine influence sur un gouvernement de transition syrien.

Les États-Unis et la Russie ne sont pas neutres dans la guerre syrienne, mais ils sont tout de même les mieux placés pour gérer la conférence de Genève. Ils partagent un intérêt commun à ce que les extrémistes islamistes ne prennent pas le contrôle de la Syrie. Les États-Unis ont des relations étroites avec l'Arabie saoudite, le Qatar et la Turquie, et la Russie a de meilleures relations avec l'Iran. Si Washington démontre qu'il est sérieux dans sa volonté de

freiner ses alliés régionaux, Moscou pourrait faire une tentative similaire et amener l'Iran à la table des négociations.

Pierre Khalaf

Source
New Orient News (Liban)

Source : « Échec israélo-saoudien pour briser le blocus de la Ghouta », par Pierre Khalaf, New Orient News (Liban), *Réseau Voltaire*, 2 décembre 2013, www.voltairenet.org/article181293.html